

Sophie Binet : égalité des salaires, 1er mai... « Encore une fois, le gouvernement capitule devant le Medef »

En marge de la Journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs, Sophie Binet dénonce les attaques contre le 1^{er} mai et l'inaction de l'exécutif dans la transposition de la directive européenne sur l'égalité salariale. Quatre-vingt-dix ans après la victoire du Front populaire, la secrétaire générale de la CGT fustige les rapprochements entre le patronat et le RN.

[Social et Économie](#)

Publié le 29 avril 2026 Journal l'Humanité

[Naïm Sakhi](#)



« Tout ne s'achète pas. Le 1^{er}-Mai n'est pas une journée à "fort potentiel commercial" », martèle Sophie Binet.

© Ayoub Benkarroum pour l'Humanité

Un [1^{er}-Mai inédit dans un contexte pas moins inédit](#). Ce vendredi, les numéros un de la CFDT, de la CGT, de FO, de l'Unsa, de Solidaires et de la FSU sont attendus en tête du cortège parisien, alors que la Journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs est dans le viseur des libéraux.

À l'issue du Conseil des ministres, le 29 avril, Jean-Pierre Farandou a confirmé un projet de loi visant à clarifier le cadre juridique du travail des salariés des boulangeries et des fleuristes. L'ensemble des confédérations syndicales s'y opposent et dénoncent une première brèche visant à détricoter cette journée historique du mouvement social. Plus de 300 rassemblements sont prévus dans l'Hexagone.

Ce 1^{er}-Mai 2026 sera-t-il le dernier obligatoirement chômé et payé ?

Sophie Binet

Secrétaire générale de la CGT

Grâce à la mobilisation, nous avons fait échouer la tentative honteuse de Gabriel Attal, de Bruno Retailleau et de Jordan Bardella [de nous voler le 1^{er}-Mai](#). Je veux dédier cette édition à Maria Blondeau, ouvrière, l'une des 11 victimes du massacre de Fourmies, assassinée le 1^{er} mai 1891. Grâce à l'unité syndicale et politique, nous avons réussi à sauvegarder cent quarante ans d'histoire ouvrière. Non, tout ne s'achète pas. Le 1^{er}-Mai n'est pas une journée à « fort potentiel commercial ».

Sébastien Lecornu, pourtant, promet un projet de loi qui permette aux boulangeries et fleuristes artisanaux d'ouvrir en cas d'accord de branche...

Nous sommes passés de plusieurs millions de salariés pénalisés avec des ouvertures tous azimuts de commerces de proximité à un texte qui concernerait 200 000 salariés au maximum. C'est toujours trop. La CGT reste opposée à ce texte. Nous nous battons pour conserver le 1^{er}-Mai [férié et chômé](#), comme c'est le cas depuis 1947, à l'exception des services publics vitaux et des industries ne pouvant interrompre leurs productions. Pas question que ce projet de loi rouvre la boîte de Pandore. Si on autorise le travail des salariés de commerces de proximité se posera la question des transports, puis celle de la garde des enfants. Et ainsi de suite.

Sur le même thème



[De la macronie à l'extrême droite, ils veulent la mort du 1^{er} mai | ÇA IRA](#)

Pour autant, plus de 60 % des Français sont favorables à l'extension du travail le 1^{er}-Mai dans des secteurs de commerces de proximité. Cela traduit-il une attente ?

Ces mêmes personnes sont-elles prêtes à travailler le 1^{er}-Mai ? La réponse est totalement inversée. Ce débat est une histoire montée de toutes pièces pour que Gabriel Attal lance sa campagne présidentielle et satisfasse les intérêts des lobbys de ces secteurs. Partout dans le monde, les travailleuses et les travailleurs manifesteront pour la justice sociale et pour la paix qui ont rarement été aussi fragilisées. Les guerres ont un impact catastrophique, avec une explosion des prix et un détournement des budgets des services publics et de la protection sociale vers l'armement.

Craignez-vous d'autres mauvais coups de la Macronie d'ici à 2027 ?

Oui, bien sûr. C'est pathétique, mais le seul logiciel qui leur reste, c'est de s'attaquer aux droits des travailleurs. Pourquoi tant de haine ? Ont-ils jamais travaillé un jour ? D'ailleurs, l'exécutif bloque la transposition d'une directive européenne sur l'égalité salariale. C'est un scandale absolu. Cette directive, adoptée depuis trois ans, impose une transparence sur les politiques salariales et vise à supprimer les écarts de rémunération.

Je rappelle que les femmes sont payées en moyenne 25 % de moins que les hommes. La France a jusqu'à juin pour l'inscrire dans la loi, mais aucun texte n'est à l'agenda parlementaire. C'est un comble alors qu'Emmanuel Macron avait fait de [l'égalité entre les femmes et les hommes](#) une grande cause nationale en 2017. Quel bel exemple pour les dirigeants d'extrême droite en Europe ! Encore une fois, le gouvernement capitule devant le Medef.

Conséquence de la guerre en Iran, 6 milliards d'économies sont sur la table. Les choix austéritaires sont-ils une fatalité ?

L'austérité n'est pas une fatalité. Que le gouvernement commence par regarder du côté des 211 milliards d'euros d'aides publiques versés sans condition aux entreprises. Grâce à la mobilisation de la CGT et au rapport sénatorial, le gouvernement a forcé France Stratégie à lancer une mission de concertation. Dès la première réunion, le patronat était seul à défendre cette politique du chèque en blanc, alors que les abus sont manifestes.

Sur le même thème



[À rebours des attaques contre le 1er mai, Sophie Binet veut faire du 8 mars un nouveau jour férié](#)

Cette manne financière serait plus utile [dans les services publics](#), la protection sociale, ou pour financer la relocalisation et la transition écologique de nos industries. Dans le même temps, les budgets militaires augmentent. On ferme des lits d'hôpitaux pour construire des canons.

Le conflit au Moyen-Orient est parti pour durer. La politique des aides ciblées peut-elle suffire ?

Le gouvernement fait l'autruche, en espérant que la crise énergétique passe. Or, l'Agence internationale de l'énergie affirme que la crise est pire que le choc pétrolier de 1973. Il est maintenant indispensable de prendre des mesures fortes, sans quoi notre économie pourrait ne pas s'en relever. Les conséquences sont d'ores et déjà catastrophiques pour le monde du

travail : des millions de personnes sont obligées de choisir entre faire le plein et remplir le frigo, et le patronat en profite pour amplifier les licenciements.

J'ai adressé en ce sens un courrier, mercredi, au premier ministre. Nos priorités sont la hausse des salaires, du point d'indice et des minima sociaux. À cela s'ajoute [le blocage des prix du carburant](#). Une mesure qui ne coûte rien aux finances publiques. Elle avait été mise en place durant la guerre du Golfe, sans pénurie à la clé. Il faut empêcher les profiteurs de guerre de se gaver. Tirons les leçons de l'invasion de l'Ukraine en 2022 : TotalEnergies a réalisé 20 milliards d'euros de profits, les prix à la pompe ne sont pas redescendus et les salaires n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant crise.

Le ministre de l'Industrie, Sébastien Martin, est-il un bon interlocuteur ?

Oui, c'est un changement salutaire par rapport à son prédécesseur. Mais nous avons besoin d'une vraie stratégie industrielle. Il faut pour cela organiser des assises de l'industrie. Cela fait deux ans que la CGT alerte sur la multiplication [des plans de licenciements](#). Aucune réponse n'a été apportée par les cinq gouvernements qui se sont succédé. Un exemple concret : la France importe 50 % de son diesel raffiné car la moitié des raffineries ont fermé en dix ans.

On laisse aujourd'hui se dérouler des catastrophes similaires dans l'automobile, la chimie, le papier, le verre, etc. Nous réclamons un moratoire sur les licenciements pour protéger notre outil industriel, le temps de trouver des solutions alternatives. Comme c'est le cas à Fibre Excellence, dernière usine à produire de la pâte à papier : l'État doit protéger le site jusqu'à ce qu'un repreneur se manifeste. Nationaliser ne doit plus être un gros mot. C'est d'ailleurs un impératif à Arcelor pour empêcher Mittal de démanteler nos hauts fourneaux.

Ce 1^{er}-Mai est aussi marqué par la suppression de la cérémonie en hommage aux 42 mineurs morts le 27 décembre 1974 à Liévin par le nouveau maire RN. Qu'est-ce que ce choix traduit ?

Les masques tombent. Nous avons la confirmation que [l'extrême droite](#) est le pire ennemi des travailleurs. Elle n'a honte de rien. Les mineurs ont mené une grève héroïque en 1941. Ils ont reconstruit le pays à la Libération. Leurs corps ont payé un lourd tribut. C'était un des métiers les plus accidentogènes et les anciens mineurs encore en vie additionnent les maladies professionnelles, à commencer par la silicose. C'est leur cracher à la figure et piétiner leur héritage, mais ce n'est pas étonnant de la part des héritiers du fascisme.

Sur le même thème



Travail le 1er mai : sous la pression de la gauche et des syndicats, le gouvernement renonce à passer en force

L'édile rétorque que les syndicats n'ont de cesse de s'opposer au RN...

Cela démontre que leur problème est l'indépendance syndicale. C'est pourtant un fondement de notre démocratie et un principe majeur du droit international du travail. Oui, les syndicats doivent pouvoir critiquer un parti, un gouvernement, un patron. C'est une de nos libertés constitutionnelles. Le RN confirme qu'il est un adversaire de la démocratie et un allié fidèle du capital. L'extrême droite a d'ailleurs voté avec « Les Républicains » et les macronistes pour tenter de nous voler le 1^{er}-Mai.

En 1936, le 1^{er}-Mai, plusieurs grèves reconductibles sont lancées. Cet élan contribuera à la victoire du Front populaire le 3 mai et aux accords de Matignon. Quatre-vingt-dix ans plus tard, quelles leçons en tire la CGT ?

D'abord les ingrédients pour gagner : l'unité et la mobilisation. [Les conquêtes sociales ont toujours été arrachées par la lutte](#). Penser qu'on peut battre l'extrême droite seulement avec un grand discours sur les valeurs républicaines est un leurre. En 1936, nous n'avons pas eu Hitler mais le Front populaire parce que la gauche était unie et porteuse d'une alternative sociale.

Aujourd'hui, nous avons besoin de perspectives de rupture avec cette longue nuit macroniste. La gauche doit redevenir le parti de la classe du travail. 1936, c'est avant tout la bataille pour les congés payés, c'est-à-dire le temps libéré. Être payé sans travailler semblait inaccessible, une hérésie pour les patrons. La conquête du temps libéré et rémunéré a été une immense émancipation. Notre horizon n'est pas de travailler toujours plus, pour consommer plus, et polluer plus. Au contraire, le progrès technologique doit permettre la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

La menace de l'extrême droite est-elle comparable à celle de 1936 ?

Elle est tout aussi dangereuse. Aujourd'hui, elle contrôle la première puissance mondiale, [les Gafam](#), de nombreux médias, une partie de l'IA et du capital, et s'organise à l'échelle mondiale. Les guerres se multiplient et nos institutions internationales sont fragilisées. Quels points communs entre Poutine, Trump et Netanyahu ? Ils sont d'extrême droite, bombardent des civils et démantèlent le droit international pour le remplacer par la loi du plus fort, ou plutôt du plus riche. Le RN n'a jamais renié les positions négationnistes et antisémites de ses fondateurs. La CGT ne renverra jamais dos à dos l'extrême droite avec un quelconque autre parti.

Sur le même thème



[Recul du gouvernement sur le 1er mai : « Nous avons placé le gouvernement dans un étau », analyse Stéphane Peu](#)

À la différence des patrons ?

Ils semblent développer leurs relations avec le RN. C'est une rupture majeure depuis 1945, l'acte final de la normalisation de l'extrême droite. C'est très grave. Le Medef fait primer ses intérêts économiques sur l'impératif démocratique et prend ainsi la lourde responsabilité [de permettre au RN d'arriver au pouvoir](#) par les urnes, ce qui serait inédit en France. Rien n'est écrit d'avance, nous l'avons montré en 2024. La CGT, elle, prendra toujours ses responsabilités pour être au rendez-vous de l'histoire.

Aux côtés de celles et ceux qui luttent !

L'urgence sociale, c'est chaque jour la priorité de *l'Humanité*.

- En exposant la violence patronale.
- En montrant ce que vivent celles et ceux qui travaillent et ceux qui aspirent à le faire.
- En donnant des clés de compréhension et des outils aux salarié.es pour se défendre contre les politiques ultralibérales qui dégradent leur qualité de vie.

Vous connaissez d'autres médias qui font ça ?

[Je veux en savoir plus !](#)